



SciencesPo.

CERI
CNRS

L'INDE, LE G20 ET LA GOUVERNANCE MONDIALE

Christophe Jaffrelot*

Les critères de la puissance d'un pays dans l'ordre international ne sont plus ceux qu'ils étaient il y a 20 ans. Appartenir au Conseil de sécurité des Nations Unies n'est plus une condition nécessaire et suffisante à l'heure où des pays émergents possèdent, eux aussi, l'arme nucléaire, affichent un dynamisme économique qui résiste à la crise et appartiennent, en outre, à la nouvelle instance de la gouvernance mondiale qu'est le G20.

L'Inde est l'un de ces pays en cours d'ascension internationale dont le rôle n'apparaît pas encore de façon très précise aux yeux des analystes. Leur incertitude est bien compréhensible tant l'Inde paraît marier les contraires: elle est prospère et pauvre, proche du Nord et partie intégrante du Sud, adepte de la *realpolitik* et pétrie d'idéalisme... Quelle partition jouera-t-elle dans le concert des nations de demain, et notamment au sein du G20 ?

UN DES MOTEURS DE L'ÉCONOMIE MONDIALE ?

En termes de croissance, l'Inde fait partie du peloton de tête de l'économie mondiale. Sur les années 2000-2009, elle enregistre un taux de croissance moyen de plus de 7% par an, ce qui la situe au deuxième rang des pays du G20. Seule la Chine fait mieux qu'elle (cf. tableau 1). La montée en puissance de l'économie indienne lui vaut aujourd'hui de faire partie, avec ses homologues du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), des dix pays dont la quote-part est la plus importante au sein du FMI.

Cette reconnaissance internationale ne doit pas occulter les nombreuses hypothèques qui pèsent sur la poursuite de l'essor économique de l'Inde. Tout d'abord les infrastructures demeurent de bien moindre qualité que dans la plupart des autres pays émergents. Le taux de croissance de l'Inde doit beaucoup à la réussite du secteur des services informatiques qui peuvent se développer sans route, ni chemins de fer très performants. La montée en gamme de l'industrie, elle, souffre de ces graves lacunes.

Ensuite, la voie suivie par l'Inde, comme celle de bien des pays émergents, s'accompagne d'un creusement des inégalités qui, dans son cas, reflète la persistance d'une pauvreté de masse préoccupante. Parmi les 240 millions de foyers indiens classés par le National Council for Advanced Economic Research en cinq sous-ensembles, si l'élite compte 5 millions de foyers gagnant au moins 46 600 euros par an, la classe moyenne en regroupe 75 millions disposant entre 28 100 et 46 600 euros de revenus, les masses laborieuses, 82 millions (entre 7 200 et 28 100 euros), tandis que 78 millions de foyers pauvres et miséreux vivent avec moins de 4 000 euros par an.

Cette pauvreté de masse s'explique d'abord par la stagnation du secteur agricole dont le taux de croissance n'a été que de 0,2% en 2009/2010. D'où la diminution de son poids relatif – il ne représente plus que 17% du PNB indien – alors qu'il emploie encore 60% de la population de l'Inde. Il en résulte une paupérisation partielle de la population rurale qui, dans

les régions les plus déshéritées, adhère aux mots d'ordre des maoïstes à l'origine d'une guérilla que d'aucuns, fascinés par les succès du "high tech" à Bangalore, jugent d'un autre âge. C'est que l'Inde a quelque chose d'un hémiplogique, la société n'ayant jamais connu un tel clivage interne.

LE "HARD" ET LE "SOFT"

L'Inde est aussi très partagée pour ce qui concerne son rapport à la puissance. L'essor de son économie lui permet aujourd'hui d'investir massivement dans le secteur de la défense. D'après les chiffres du SIPRI¹, les dépenses militaires de l'Inde ont représenté 2,8% du PNB par an en moyenne de 2000 à 2008, soit une part supérieure à celle observée en Chine et seulement inférieure à celles des Etats-Unis, de la Russie et de l'Arabie Séoudite (tableau 2).

New Delhi a affiché son désir de puissance en procédant à cinq essais nucléaires au printemps 1998. Elle développe en outre un ambitieux programme balistique dans le même esprit, le missile Agni III pouvant, par exemple, tirer à environ 3000 km. Soucieuse d'apparaître comme le gendarme de l'Océan indien, elle a par ailleurs acquis six sous-marins Scorpène auprès de la France et s'emploie à acheter à la Russie un porte-avion en cours de rénovation – sans compter la construction d'un port en eau profonde à Karwar, près de Goa, et l'aide que New Delhi fournit à l'Iran pour développer celui de Chabahar².

Mais l'Inde se montre autant soucieuse de "soft power" que de "hard power". Son rayonnement culturel passe par de multiples canaux, dont *Bollywood* et une littérature étonnamment inventive sont les principaux versants en termes de création, tandis que la démocratie et la non violence sont les versants les plus politiques que New Delhi cultive dans l'arène internationale. Ne justifie-t-elle pas, par exemple, le traitement de faveur dont elle a fait l'objet en matière nucléaire par la qualité de son Etat de droit et son héritage

¹ Stockholm International Peace research Institute

²R. D. Kagan, *Monsoon. The Indian Ocean and the future of American power*, New York, Random House, 2010

gandhien - et les Occidentaux, de George Bush à Barak Obama (grand admirateur du Mahatma) lui donnent raison : si ce pays bénéficie d'une bienveillance particulière alors qu'il n'a pas signé le Traité de Non Prolifération (TNP) et que l'Iran, au contraire, fait l'objet d'une grande suspicion, c'est que l'un est démocratique tandis que l'autre ne l'est pas.

ENTRE IDEALISME ET *REALPOLITIK*

L'Inde n'est pas seulement à la fois riche et pauvre et adepte du "*hard*" comme du "*soft power*", elle combine aussi un héritage idéaliste et un sens aigu de la *realpolitik*. Fils spirituel de Gandhi, Nehru a cherché pendant les 17 années de son règne à la tête de l'Inde, de 1947 à sa mort en 1964, à infléchir la diplomatie du pays dans un sens pacifique (d'où son refus de la bombe atomique, jusqu'à l'attaque chinoise de 1962, et son engagement en faveur du désarmement). Cet héritage idéaliste n'a pas disparu, même si l'Inde fait davantage preuve de réalisme depuis les années 1970, voire de cynisme, comme en témoigne sa reprise du dialogue avec la junte birmane - dont New Delhi espère des contrats énergétiques importants - ou son soutien, jusqu'au dernier moment, à la monarchie népalaise.

Ce sens croissant de la *realpolitik* a conduit l'Inde à rechercher l'appui d'un super grand sans tout à fait renoncer au non-alignement. Ce fut d'abord l'URSS, puis, après la disparition de cette dernière, les Etats-Unis dont l'Inde s'est rapprochée pour des raisons pragmatiques. Le Premier ministre, Manmohan Singh déclarait ainsi en 2004: « ...Il faut regarder la réalité en face. Les relations internationales sont affaire de puissance et les puissances ne se valent pas. On n'échappe pas à la réalité. Il faut utiliser le contexte international au mieux de nos intérêts. Il est indispensable de se rapprocher des Etats-Unis. Les Etats-Unis jouent un rôle de premier plan dans l'économie mondiale et la politique internationale. Nous ne pouvons pas l'ignorer». ³

³ *The Hindu*, 8/11/2004

L'INDE DANS L'ARENE INTERNATIONALE: UN PAYS TRAIT D'UNION ?

En raison de ces caractéristiques rares, l'Inde paraît inclassable. Pays émergent, elle participe aux sommets des pays du BRIC et a co-fondé en 2003 l'IBSA (India, Brazil, South Africa) Forum, un regroupement créé pour rapprocher les plus grandes démocraties de marché des trois principaux continents. Pays pauvre, l'Inde se présente volontiers en défenseur de ses autres pairs, dont elle prétend être quand cela l'arrange. Par exemple, à l'OMC pour pourfendre le protectionnisme du Nord ou à Copenhague pour contester certaines normes environnementales - qu'elle dit ne pas avoir les moyens de respecter. Pays en quête d'alliés régionaux contre son ennemi de toujours, le Pakistan, elle entretient d'excellentes relations avec l'Iran et en développe de nouvelles avec la Birmanie. Pays issu d'une décolonisation moins ratée qu'ailleurs, elle a hérité du *British Raj* une démocratie sans équivalent parmi les pays du Sud. Aujourd'hui, elle est amarrée aux Etats-Unis par des milieux d'affaires très américanophiles et une diaspora de 2,5 millions de personnes ayant remarquablement réussi.

En raison de ces caractéristiques - dont aucune autre nation n'est en mesure de se prévaloir -, l'Inde pourrait envisager de jouer le rôle d'un pays trait d'union au sein du G20. Comme l'a montré Raja Mohan, New Delhi conserve un sens aigu de l'indépendance nationale qui l'empêchera de devenir l'allié de quiconque⁴ et comme l'indique un autre analyste indien, Sunil Khilnani : "Il y a beaucoup de pouvoir à gagner dans un tel rôle d'intermédiaire dans l'ordre mondial: cela garantit l'indépendance du pays tout en le rendant indispensable"⁵.

⁴ C. Raja Mohan, « India and the balance of power », *Foreign Affairs*, vol. 85, n° 4, p. 29 et p. 30.

⁵ S. Khilnani, « India as a bridging power », in P.K. Basu, B. Chellaney, P. Khanna and S. Khilnani, *India as New Global Leader*, Londres, The Foreign Policy Centre, 2005, p. 9.

L'avenir dira si l'Inde saura acquérir cette place de choix au sein du G20. La visite de Barak Obama dans le pays au mois de novembre 2010 a permis de resserrer les liens entre New Delhi et Washington, mais cela ne suffira bien sûr pas. Il faudrait aussi que les responsables indiens fassent preuve de diplomatie (ou de moins d'arrogance) et d'un sens accru de leurs responsabilités internationales. Il faudrait aussi que les pays du Nord et les autres pays du BRIC reconnaissent à l'Inde un poids nouveau. Si la configuration actuelle rend cette perspective encore improbable, l'Inde a certainement des atouts pour progresser dans cette voie à mesure que son poids relatif s'accroîtra et que l'Occident (ainsi que le Japon et d'autres pays d'Asie) s'inquiéteront de la montée en puissance de la Chine.

***Christophe Jaffrelot est directeur de recherche au CNRS. Il a dirigé l'ouvrage *New-Delhi et le monde. Une puissance émergente entre realpolitik et soft power* (2008).**

Annexes

Tableau 1: Taux de croissance des pays du G20 et de l'UE (2000-2009)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Moy
Australie	3,95	1,98	3,83	3,16	4,14	2,84	3,07	3,77	3,73	1,29	3,18
Brésil	4,31	1,31	2,66	1,15	5,71	3,16	3,96	6,09	5,14	0,19	3,33
Canada	5,23	1,78	2,92	1,88	5,41	3,02	2,82	2,20	0,52	2,46	2,33
Chine	8,40	8,30	9,10	10,00	10,10	11,30	12,70	14,20	9,60	9,10	10,28
France	3,91	1,85	1,03	1,09	2,47	1,90	2,22	2,37	0,22	2,63	1,44
Allemagne	3,21	1,24	0,00	-0,22	1,21	0,75	3,16	2,47	1,26	4,93	0,81
Inde	4,03	5,22	3,77	8,37	8,28	9,30	9,44	9,63	5,12	7,66	7,08
Indonésie	4,92	3,64	4,50	4,78	5,03	5,69	5,50	6,35	6,01	4,55	5,10
Italie	3,69	1,82	0,45	-0,02	1,53	0,66	2,04	1,48	-1,32	5,04	0,53
Japon	2,86	0,18	0,26	1,41	2,77	1,93	2,04	2,36	-1,20	5,24	0,74
Corée du sud	8,49	3,97	7,15	2,80	4,62	3,96	5,18	5,11	2,30	0,20	4,38
Mexique	6,60	-0,16	0,83	1,35	4,05	3,21	4,93	3,34	1,49	6,54	1,91
Russie	10,00	5,09	4,74	7,35	7,14	6,40	7,70	8,10	5,60	7,90	5,42
Arabie saoudite	4,86	0,55	0,13	7,66	5,27	5,55	3,16	2,02	4,33	0,15	3,37
Afrique du Sud	4,15	2,74	3,67	2,95	4,55	5,28	5,60	5,49	3,68	1,79	3,63
Turquie	6,77	-5,70	6,16	5,27	9,36	8,40	6,89	4,67	0,66	4,74	3,77
Royaume-Uni	3,92	2,46	2,10	2,82	2,76	2,17	2,85	2,56	0,55	4,92	1,73
États-Unis	3,69	0,76	1,61	2,52	3,65	3,05	2,67	2,14	0,44	2,44	1,81
Argentine		5,43	-0,85	-5,31	10,13	10,57	-0,66	3,19	4,82	9,68	4,11
UE	4,76	3,04	2,99	2,95	4,17	4,07	5,10	4,78	1,32	5,43	2,78

Source: OCDE

Tableau 2: Dépenses militaires en % du PIB (2000-2008)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Moyenne
Chine	1,8	2	2,1	2,1	2	2	2	2	2	2
Inde	3,1	3	2,9	2,8	2,9	2,8	2,6	2,5	2,6	2,8
Brésil	1,8	2	1,9	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6
Russie	3,7	4,1	4,4	4,3	3,8	3,7	3,6	3,5	3,5	3,8
Afrique du Sud	1,6	1,7	1,7	1,8	1,6	1,6	1,5	1,4	1,3	1,6
Turquie	3,7	3,7	3,9	3,4	2,8	2,5	2,5	2,2	2,2	3
Etats Unis	3,1	3,1	3,4	3,8	4	4	3,9	4	4,3	3,7
France	2,5	2,5	2,5	2,6	2,6	2,5	2,4	2,3	2,3	2,5
Europe (UE 27)	1,8	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7	1,6	1,6	1,6	1,7
Arabie séoudite	10,6	11,5	9,8	8,7	8,4	8	8,3	9,2	8,2	9
Australie	1,8	1,8	1,9	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
Argentine	1,1	1,2	1,1	1,1	1	0,9	0,9	0,9	0,8	1
Mexique	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5
Indonesie	1	1	1,1	1,4	1,4	1,2	1,2	1,2	1	1,2
Allemagne	1,5	1,5	1,5	1,4	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,4
Canada	1,1	1,2	1,2	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	1,2
Corée du Sud	2,6	2,6	2,4	2,5	2,5	2,6	2,6	2,6	2,8	2,3
Italie	2	2	2	2	2	1,9	1,8	1,7	1,7	1,9
Japon	1	1	1	1	1	1	1	0,9	0,9	1
Royaume Uni	2,4	2,4	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4

Source: SIPRI